
COPENHAGUE – Session de travail des dirigeants régionaux et de l’ALAC – 10^e partie
Mardi 14 mars 2017 – 15 h 15 à 16 h 45 CET
ICANN58 | Copenhague, Danemark

ALAN GREENBERG : Nous allons commencer.

Nous allons reprendre. S’il vous plaît, prenez place. Je ne vois pas beaucoup de réactions.

Nous n’avons pas le quorum, mais toutes les régions sont représentées. Nous avons des fonctionnaires ou des responsables des RALO de toutes les régions. Merci, Humberto, vous allez représenter les cinq RALO pour nous. Après, tout sera de votre faute.

Un peu d’histoire. Nous avons eu un groupe de travail qui s’appelait « Critères des ALS et attentes ». Ce groupe de travail a travaillé pendant plus d’un an. On a parlé de différentes idées. À Hyderabad, j’ai fait une proposition basée sur ce dont nous avons parlé au cours de cette dernière année pour essayer de présenter tout cela sous une forme concrète.

La recommandation d’ALAC était de considérer cela non pas comme une proposition ou un plan formel, mais comme un cadre de travail que nous approuvions. Et bien sûr, on pouvait

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

revenir en arrière et corriger certaines choses, mais on a pensé que c’était une bonne façon d’avancer aussi. Donc on a mis en place un groupe de travail formé de volontaires. Et à mon grand plaisir, les membres de ce groupe pour la plupart, lorsque je leur ai présenté un document, ont contribué, ont proposé de très bonnes idées qui étaient les leurs, auxquelles personne n’avait pensé auparavant. Un peu tard, parce que moi personnellement j’ai peu participé à leur travail et je me suis – j’ai appris ce qu’ils ont fait il y a une semaine, il y a quelques jours. Hélas, ce document ne vous a été présenté que la nuit dernière ou hier soir. Donc je sais que vous n’auriez pas eu le temps de le lire. En tout cas, si vous voulez que l’on approuve ce document, ce serait impeccable.

Mon objectif est d’en parler, de vous donner un petit peu le temps de le lire et d’y réfléchir, de le modifier un petit peu, et de l’adopter lors de notre réunion de l’ALAC du 28 mars.

Comme vous voyez, ce n’est pas quelque chose que l’on peut dire, « Allez hop, on l’approuve ». Non. Il y a pas mal de choses que contient ce texte. Il y a pas mal de choses qui vont nous demander du travail. Ça représente un défi pour le personnel aussi.

Mais ce que j’aimerais, c’est d’abord lire ce document et dans la mesure où nous pouvons arriver à un accord, de voir un petit

peu est-ce qu'il y a des questions, est-ce qu'il y a des commentaires à faire.

Maureen, allez-y.

MAUREEN HILYARD : Je voulais faire un commentaire pour vous dire que vous l'avez mis, vous l'avez publié sous la forme d'un document Google.

ALAN GREENBERG : Ah je ne savais pas qu'il y avait un document Google pour cela. Est-ce que c'est le personnel de l'ICANN qui l'a fait ? Non ce n'est pas moi. Est-ce que vous pouvez me dire d'où cela sort parce que je n'étais pas au courant. Je ne savais pas qu'il y avait un Google Doc de ce document.

Nous en reparlerons, mais s'il y a des commentaires que je n'ai pas lus, enfin c'est possible. Quoi.

Si vous apprenez qu'il y a d'autres documents qui circulent, dites-le-moi. Voyons. Mettons cela sur notre écran. Commençons par ça.

Alors, le contexte. At-Large pensait que l'on aurait des ALS qui apporteraient un certain nombre de membres -10, 100, 1000- et que cela nous permettrait d'avoir une communauté, une large

communauté sur le terrain, qui serait une extension de notre organisation. Mais cela n’est jamais arrivé.

Nous avons des règles qui sont en place. Et la première règle concerne l’ALS, pour que l’ALS donc fasse part à ses membres du matériel que nous leur envoyons. Si une ALS distribue ou ne distribue pas ce matériel à ses membres, je ne sais pas. En tout cas, c’était un chemin que nous pensions mettre en œuvre, mais qui n’a pas été vraiment mis en œuvre.

Nous avons une participation raisonnable avec les représentants des ALS, mais cela varie. Des fois, il y a deux, trois personnes d’une ALS qui participent activement, et d’autres fois non. Mais nous avons une participation raisonnable. Pas vraiment dans le domaine de la politique, mais ils participent aux activités de l’ICANN. Ils participent aux séminaires Web, viennent à certaines réunions. Voilà ; c’est là où nous en sommes.

Mon hypothèse est si nous pouvions mettre en place un matériel, une information lisible, claire, de ce que fait l’ICANN, et que nous cherchons à travers les ALS, ce serait très utile. Et si nous pouvons distribuer cela à nos membres, aux ALS donc et alors aux membres, nous aurons peut-être un petit nombre. C’est peut-être 1 % des gens qui vont le lire qui vont dire ça

m’intéresse, je veux participer. C’est déjà tout à fait positif. Donc je crois que c’est l’objectif ici.

Si nous arrivons à faire cela, nous devons ensuite envoyer une information concise, facile à lire, brève, mais qui attire l’intérêt des gens. Si on envoie des documents contenant des pages et des pages et des pages, c’est raté. Donc nous devons partir du principe que la plupart de ces gens vont lire ce document sur leur téléphone portable ou sur leur tablette. Très souvent, sur leur portable. Et donc il faut aussi tenir compte de cela. Qu’est-ce qui passe sur un portable.

Au cours de ces dernières semaines, j’ai réfléchi à cela parce que je reçois des mails que je suis obligé d’ouvrir sur mon portable. Et je regarde aussi comment, qu’est-ce que ça donne, quand j’ouvre ce type de document. Et très souvent, j’ai un écran noir. Alors que si je l’ouvre sur mon ordinateur, ça marche. J’ai accès aux documents.

Donc il faut réfléchir aussi à cela. Nous voulons minimiser le nombre de matériel, de documents, qui pourraient être considérés comme du courriel. Nous devons dire aux gens ce qui se passe à l’ICANN, le leur expliquer. Nous devons mettre en place aussi– nous devons leur dire que nous organisons des séminaires Web, des séances professionnelles. Et il y a des gens qui ne connaissent pas du tout ce que fait l’ICANN et nous

voulons attirer ces gens-là et nous voulons les intéresser, les attirer, pour qu’ils deviennent des membres.

Et nous avons besoin d’avoir des indicateurs. Nous devons mesurer ce que nous faisons d’une certaine manière. Ça ne sera pas des chiffres. Nous ne voulons pas dire que nous sommes arrivés à toucher 14 276 personnes. Ce n’est pas ça. Nous ne voulons pas avoir ce type de précision. Mais nous voulons avoir un petit peu plus confiance dans notre système et savoir que ça a fonctionné ou que la plupart des ALS ne renvoient pas ça à leurs membres, au contraire.

Donc si vous descendez, il y a un paragraphe qui parle des justificatifs. Je ne crois pas que l’on va passer longtemps là-dessus. On sait tous pourquoi on veut faire ça. Quel est notre objectif ici. Et comme je l’ai dit, nous avons déjà des règles qui sont en place.

Lorsqu’on a commencé à avoir cette discussion, on était profondément inquiet parce qu’on voulait voir comment on pouvait appliquer tout cela de manière rétroactive à nos ALS. Et il s’est avéré que, comme nous avons déjà une règle selon laquelle une des responsabilités centrales des ALS est de distribuer ces informations à ses membres, et que l’ALS doit aider le RALO à assumer ses fonctions, si le RALO décide que certaines choses sont positives, il est responsable de ces ALS.

Donc il n’y a pas de problèmes légaux. On peut faire cela de manière rétroactive. Il n’y a pas de problème.

Et puis, bon, on a accordé. On a été bon, si on pense tous que c’est une très bonne idée, ce n’était pas le cas, mais bon, si nous le pensons, comment est-ce qu’on allait mettre en œuvre cette idée.

Et donc, si vous descendez un petit peu plus, vous arrivez au plan d’action. J’ai essayé de refléter ici les étapes qu’il nous faut suivre. J’ai essayé de diviser ces étapes en plusieurs parties qui pouvaient être confiées à différentes personnes ou à différents groupes de personnes. Et entre autres choses, un des points qui a été soulevé est qu’il peut y avoir des ALS pour lesquelles tout cela ne s’applique pas. Il peut y avoir une ALS qui est tellement focalisée et tellement spécialisée qu’elle ne va pas rentrer dans ce type de chose puisque la seule chose qui les intéresse c’est par exemple la pêche.

Alors nous sommes d’accord pour dire que nous ne voulons pas que ces ALS nous quittent. À ce moment-là, on peut peut-être exclure certaines ALS qui ne correspondent pas vraiment à notre cible, mais bon [inaudible] reparler. C’était un peu notre idée à l’origine. Il nous faut donc y réfléchir. Nous devons expliquer aux ALS ce que nous attendons d’elles. Nous devons le dire aux responsables des ALS pour que ça soit bien clair. Et nous devons

mettre en place une communication, envoyer des messages, mais ne pas les bombarder toutes les cinq minutes.

Nous devons nous assurer que lorsque ces messages leur parviennent, ils vont être lus. Donc, essayer d’avoir des messages bien ciblés. Cela peut demander davantage de personnel. Ce que nous n’avons pas. Et bien sûr, il y a un calendrier qui est associé avec tout cela.

Mais bon, pour le moment, nous sommes en train d’analyser cela. Il y aura un nouveau cycle budgétaire, les décisions qui vont être prises dans quelques semaines je pense, et ce sera donc intéressant d’identifier ces points-là pour pouvoir demander des budgets, des fonds, si cela est nécessaire. Voir ensuite quel type de message nous voulons faire, comment nous pouvons mesurer nos activités, ce que nous faisons.

Est un concept qu’on a appliqué depuis le début c’est, il y a eu certaines objections dans certains milieux, je dirais qu’en général on est tous d’accord pour dire qu’on a besoin de recevoir des nouvelles d’une ALS de manière annuelle. On doit voir comment, sous quelle forme, on peut mettre ou organiser cela, mais en même temps, nous avons besoin de savoir que l’ALS est encore en vie. Cela va nous aider à conserver des informations sur les représentants des ALS, savoir que ces ALS

existent. Si on demande aussi quelle est la taille de l’ALS, obtenir ces renseignements.

Un autre défi c’est, si cela marche, nous allons recevoir des gens de ces ALS qui vont rentrer dans des groupes de travail. Alors comment est-ce que nous allons pouvoir les reconnaître. Actuellement, de manière périodique, les gens disent qu’ils sont affiliés auprès d’At-Large. Et des fois, on ne les connaît même pas. Donc il va falloir identifier cela, le nombre de membres. Et comment est-ce que nous allons faire cela ? Je ne sais pas. Nous ne pouvons pas demander aux ALS de nous donner une liste de tous leurs membres. Ça ne va pas marcher pour une série de raisons, y compris pour une question de confidentialité de protection de la vie privée. Par ailleurs, nous avons besoin d’un certain niveau d’information quand même. Donc, comment faire ?

Et pour conclure, quelques petites questions. On a parlé des membres individuels. Je présume que si l’on envoie ses informations aux ALS, on va aussi les envoyer aux membres individuels. C’est logique. On a beaucoup parlé d’une enquête concernant les compétences de nos membres. Est-ce que vous voulez ajouter cela ou est-ce que vous préférez qu’on l’envoie séparément ? À mon avis, je crois qu’on a déjà suffisamment de travail avec tout ce que je viens de dire. Ne compliquons pas les choses.

On a parlé, à propos de la révision, on a parlé des membres individuels des cinq RALO. Est-ce que nous devons avoir des règles plus uniformes ou des processus plus uniformes entre nos RALO ? De nouveau, je pense que nous devons en parler. Est-ce que nous voulons que ça soit au moment où l’on règle ce projet ? À mon avis, c’était peut-être quelque chose qui devrait être fait séparément. Tout cela est suffisamment compliqué. Mais peut-être que vous avez une autre idée.

Donc voilà. Ça, c’est le document. On a déjà approuvé le concept, à savoir la façon dont nous allons faire cela. Je pense que nous avons maintenant besoin de gens qui vont regarder cela, pas seulement des membres d’ALAC. On a besoin de recevoir aussi la contribution de nos RALO.

Je n’ai pas demandé aux ALS, mais en tout cas on a besoin du soutien du leadership des RALO parce que si on commence à se disputer là-dessus et à ne pas arriver à un accord, on est perdu. De mon point de vue, il y a quelque chose que l’on veut dire. C’est qu’on a besoin d’un changement et on est soutenu. On a besoin d’un changement dans nos structures At-Large et on est soutenu, et cela, la révision — le document l’apporte. Le responsable de la révision le dit aussi.

Nous allons commencer à utiliser les ALS qui sont nos membres depuis 10 ans, et j’espère que nous en tirerons un profit. On va

peut-être aussi constater que certaines ALS nous quittent et pensent que ça ne les intéresse pas. Mais ce n’est pas grave. Ce n’est pas un problème.

Je crois que j’ai assez parlé. Je vais maintenant vous donner la parole.

Tijani, allez-y.

Excusez-moi, si vous avez des suggestions, et si c’est des choses sur lesquelles nous devons parler ensuite ou débattre par la suite, s’il vous plaît prenez note de façon à ne pas être obligé de relire la transcription de notre réunion.

TIJANI BEN JEMAA :

Merci, Alan. Je pense que c’est un bon document. Je l’ai lu. Je fais de commentaires. Et ce qu’il nous faut– il nous faut maintenant travailler sur ce document de façon à pouvoir avancer. Mais je pense qu’il faut être conscient du fait que cela ne va pas résoudre tout notre problème. Cela va permettre à nos structures, à notre base, si vous le voulez, de participer davantage. Mais ça ne va pas résoudre les problèmes de participation que nous avons. Et cependant, ces questions doivent être réglées. Donc je dirais que c’est une première étape dans notre travail, mais il va falloir continuer après cela.

ALAN GREENBERG : Oui tout à fait. Tout à fait. Il n’y a pas un moyen de résoudre tous les problèmes. Ça, c’est sûr. Mais je pense que si on ne sait pas que ces ALS existent, on va difficilement pouvoir les intéresser d’abord en commençant par cela.

Bien. Je ne sais pas dans quel ordre– Sébastien, Maureen.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je vais vous parler en Français si vous voulez bien.

Excusez-moi de vous embêter avec ça est de vous obliger à mettre vos écouteurs pour que je puisse vous parler. Mais je voulais, en faisant cela, démontrer une des difficultés de tout cet exercice. On peut avoir les meilleures intentions du monde, envoyer les meilleures lettres du monde ; si elles ne sont pas de celui à qui on s’adresse, le message n’arrivera jamais, ne sera pas utilisé, sera mis à la poubelle.

J’ai du mal à imaginer dans quelque pays du monde que ce soit dont la langue n’est pas l’anglais, ou bien où l’anglais n’est pas beaucoup pratiqué, comment est-ce que cette information va arriver. Alors, si en plus de fabriquer l’information, il faut qu’on la traduise – quand je dis traduire, oui on peut dire on va imaginer de traduire dans les sept langues que l’ICANN fabrique, utilise –, mais, si on veut s’adresser vraiment aux utilisateurs, ben c’est dans leur langue qu’il faut le faire. Et donc, on a là une

difficulté qui n'est pas une difficulté intrinsèque à At-Large, aux utilisateurs, qui intrinsèque à l'organisation que nous avons et au moyen nous avons. Donc ça, c'est l'une des difficultés.

Deuxième point, c'est produire cette information. Alors, il y a NARALO qui fait plein d'outils de communication, donc ils n'auront pas de souci. Je ne suis pas sûr que les autres régions soient déjà prêtes à le faire. Et si nous, au niveau global, à ALAC, on doit faire nous aussi de la communication, je ne sais pas si ce sera entre trois heures et quatre heures que notre « Chair » préféré va le faire, mais ça commence à être difficile de tout faire.

Donc j'ai une suggestion là. Pourquoi on n'utiliserait pas dans un premier temps les lettres publiées par les vice-présidents régionaux de la partie engagement de l'ICANN. J'ai vu celle de la région dont je dépends, donc [MEA] en l'occurrence, la lettre ; éventuellement, en leur demandant de rajouter un petit paragraphe qui serait spécifique aux utilisateurs finaux. Et donc qu'on n'ait pas à faire toute une lettre complète. Et puis la même chose dans les autres régions, qui permettrait de commencer à faire fonctionner le système.

Deux dernières choses. Est-ce qu'il ne serait pas plus intéressant de faire un test que d'imaginer de faire ça sur les 200 ALS ou 220 ALS qui composent nos membres ? Donc on commence. On

essaye cinq par région et on voit comment ça fonctionne, quel retour, est-ce qu’on a une plus grande participation.

Puis la dernière chose à propos des individus, envoyés aux structures qui regroupent les individus, ou les individus quand il n’y a pas de structure qui les regroupe. En Amérique du Nord, il n’y a pas de structure. En Europe, il y a une structure At-Large qui regroupe les individus. Donc c’est une ALS comme les autres. C’est pour ça qu’en Europe, on n’a pas de problème de différenciation. Ce n’est pas pour dire que c’est mieux ou moins bien, mais ça serait dans tous les cas plus simple dans le système qu’on met en place.

Merci à ceux qui ont travaillé sur ce sujet. Je pense que le document qui nous est proposé est un très bon document qui permet d’avancer. Je souhaitais faire quelques suggestions complémentaires pour aider l’avancée de ce dossier. Merci.

ALAN GREENBERG :

Plusieurs petites choses. Il y a des choses qui manquent à ce document. C’est probable. Mais déjà, on a pensé qu’on allait publier ce document dans toutes les langues que l’on utilise à travers les RALO. Et ce sont les langues qu’utilisent les RALO. Peut-être pas toutes les langues de notre organisation. En tout cas, ce sont les langues de l’ICANN et des RALO.

En tout cas, on part de la base que cela ressemblera à notre document mensuel, adapté à un public spécial.

Je crois que nous devons nous occuper de cette question des langues. Nous allons voir en fonction des cibles comment nous organiserons cela, test. La partie du test. Oui. Il y a déjà un prototype. On a testé– testons cela auprès de certaines personnes pour voir si ça marche avant d’utiliser tout le monde comme cochon d’Inde, ou cobaye, pardon. Donc je crois que c’est une bonne idée. Comme ça, ça nous permettra de comprendre ce qui ne marche pas et ce qui marche.

Maureen, allez-y. Vous avez la parole.

Alberto, vous avez la parole.

ALBERTO SOTO :

J’ai lu ce document, Alan, à 4 h 5 du matin. Alan me l’a envoyé à 4 heures, et je l’ai lu à 4 h 5. J’espère avoir bien compris le document. Et j’ai répondu tout de suite pour dire que j’étais d’accord, mais j’ai quelques observations à faire. Je vais les faire tout de suite.

Je crois qu’on est devant un problème structurel qui existe dans ces structures. Et la solution au problème structurel, il doit– pour trouver des solutions, il doit falloir– qu’est-ce qu’il faut faire ? Comme quand on gère un projet, il faut faire une liste des

solutions et mettre en place un plan en disant telle solution peut être mis en œuvre tout de suite. La solution 2 sera mise en œuvre une fois que la solution 1 aura été mise en œuvre. Etc.

Je suis très optimiste. Des fois je suis un petit peu impatient aussi. Mais je pense qu’on peut commencer tout de suite. Je crois que nous avons beaucoup d’ALS qui font beaucoup de choses et qui ont besoin qu’on leur indique ce qu’ils peuvent ajouter dans ce qu’ils font, ce qu’ils doivent faire en plus. Et après, on aura une bonne continuité.

Si vous me permettez, et si le président de LACRALO me permet, je dirai que je peux offrir LACRALO pour commencer à travailler et tester ces ALS qui sont actives dans LACRALO pour faire ce test dont vous parliez. Et je vous dis cela parce que je sais que nous avons beaucoup de matériel. On travaille énormément sur des événements annuels, sur certaines choses qui ont un contenu qui est justement ce qui est notre objectif. Donc je pense que ce ne sera pas très compliqué.

ALAN GREENBERG :

Merci beaucoup, Alberto. Je vais vous dire qu’il nous faut écrire notre calendrier et voir dans quel ordre mettre en œuvre ses tâches, et vous me l’avez rappelé. J’ai oublié de le mettre. Donc merci de me l’avoir rappelé.

Je ne sais pas quelle RALO nous allons utiliser pour tester notre- pour faire notre système ou notre test. Je crois qu’il faut qu’on se mette d’accord avant la fin du mois. On va voir. Mais nous allons pouvoir avancer comme ça.

Je crois que c’est un bon plan. Et ensuite, nous allons devoir travailler avec le personnel et les volontaires pour voir dans le détail le plan et les procédures de travail pour mettre en œuvre tout cela.

Nous avons maintenant un commentaire d’Ariel.

ARIEL LIANG :

Nous avons un commentaire en ligne de Dev Anand Teelucksingh : « La sous-commission de l’engagement a soumis des documents qui vont aider les ALS pour leur sensibilisation interne. Le premier document produit est pour l’intégration à la communauté et à la réunion de l’ICANN 58, au sujet du DNS, des questions de politique importante, présentation d’At-Large, du groupe At-Large ».

Vous pouvez trouver avec le lien hypertexte qui est donné sur Adobe Connect toutes ces informations et, « Ce serait bien si des personnes puissent nous aider à développer ces documents ».

ALAN GREENBERG : Oui. Nous allons en faire part lorsqu’on a ce plan détaillé. Merci beaucoup.

Humberto.

HUMBERTO CARRASCO : En espagnol. Je vois également– je pense également que les RALO devraient être d’accord sur ce plan. LACRALO a été impacté par ce plan. Et c’est le cas pour les autres RALO.

Ce matin, on a eu une réunion avec le Conseil d’administration. Et en des problèmes qu’on a abordés, c’est comment faciliter le travail d’At-Large. Et on revient toujours au même problème. On a ces restrictions pour les services de traduction et d’interprétation. Et ça, ça peut être un obstacle, pour véritablement être plus efficace et représenter les utilisateurs finaux, notamment pour le cas de l’Amérique latine. Parce qu’en Amérique latine, l’espagnol est la langue, avec le portugais, la langue principale. Dans les Caraïbes, nous avons le français aussi et l’anglais.

Donc c’est quelque chose de complexe. Et je pense que lorsque l’on parle de ces demandes pour les années budgétaires, 2018 par exemple, j’ai reçu une demande qui était que les membres des ALS se soient formés dans une autre langue. Et lorsque j’entends les personnes qui parlent français, je les envie

beaucoup parce que mon arrière-grand-père était français. Et je ne parle pas français, par exemple. Mais j’ai du sang français.

Nous pourrions donc incorporer un plan de formation pour différentes langues ; avoir une formation linguistique pourrait être tout à fait utile pour nous, pour les ALS, pour les membres des ALS, pour que les personnes puissent parler plusieurs langues.

ALAN GREENBERG :

Merci beaucoup, Humberto. Nous devons travailler dans plusieurs langues, c’est très clair. Mais je pense que si l’on demanda l’ICANN de former, faire de formation linguistique, ça ne va pas être dans le cadre de l’ICANN. Je pense qu’on va nous dire non. Ça va être très difficile à vendre, je pense. Peut-être, lorsque l’on aura beaucoup d’argent provenant des ventes aux enchères. Mais c’est mon opinion en tout cas.

TIJANI BEN JEMAA :

Sébastien, tu sais à quel point je suis passionnée pour les langues, pour la diversité linguistique. Et à quel point je suis même fanatique de cette question. J’ai bien dit toi-même que même si on traduit un document, ce n’est pas comme lorsqu’on l’écrit dans la langue. Et quand on parle à quelqu’un dans une langue avec un interprète, ce n’est pas la même chose que

lorsqu’on parle avec lui directement. Mais à cela, il n’y a pas de solution à mon avis.

On est obligé de faire avec ce qu’on a. On essaye d’avoir mieux. C’est ce qu’on a fait ce matin avec le CEO pendant la réunion du Board. Mais je pense qu’il faut être réaliste et savoir que c’est une question qui ne sera jamais résolue comme on veut. Ça sera toujours une solution meilleure que ce qu’on a. Et j’espère qu’on arrive à avoir mieux, en termes de langue, parce que maintenant, nous sommes l’une des rares *constituencies* qui a une traduction automatique dans toutes nos réunions. Et concernant donc nous, par rapport à nous, à nos documents, à nos ALS, oui dans le futur il faut qu’on ait au moins trois langues qui sont parlées par les ALS. Tous les documents doivent être dans les trois langues. Merci.

ALAN GREENBERG : Oui. Nous avons Kaili.

KAILI KAN : Oui. Merci. Eh bien, une option qui va peut-être porter à la controverse, c’est que l’efficacité des ALS doit être améliorée, je suis d’accord. La communication doit être améliorée. Absolument aucun doute là-dessus. Néanmoins, est-ce que la

communication va être suffisante pour améliorer l’efficacité des ALS ? J’ai des doutes.

Pourquoi ? Vous savez, il y a de cela 30 ans. Les ingénieurs en informatique ont conçu le DNS qui était un endroit central pour développer l’Internet. 30 ans plus tard, tel que je le vois, ce n’est plus le cas. Pour la gouvernance de l’Internet, il y a encore beaucoup de problèmes. Le spam. L’hameçonnage. La vie privée qui n’est pas respectée. Le vol de données, ainsi de suite.

Néanmoins, très peu de cela est en rapport avec le DNS. Tout particulièrement, avec des applications. Les applications, les apps, qui sont téléchargées, sans utiliser le DNS. Pour un utilisateur final du DNS, dans neuf utilisateurs sur 10, ne connaît même pas l’ICANN ou le DNS. Ils sont principalement à télécharger des applications, surtout les plus jeunes. Donc les ALS, en tant qu’O.N.G., et bien je crois– je ne vois pas comment elles vont survivre. Parce qu’il n’y a pas assez d’attention du public pour le DNS. Le public ne se préoccupe pas du DNS.

Et ce que je vois en Chine, par exemple c’est que la Chine, vous savez, c’est un acteur principal de l’Internet. Il y a 36 commissions et des douzaines de groupes de travail qui essayent de régler les problèmes de l’Internet et des utilisateurs finaux. Et vous avez le gouvernement qui veut mettre son nez dedans, évidemment, et toutes les entreprises.

Mais je pense que probablement, pour que les ALS soient efficaces, il faut élargir l’envergure et ne pas se limiter au DNS, aux utilisateurs du DNS. Mais il faut s’élargir à tous les problèmes de gouvernance de l’Internet. Et le DNS n’est qu’un petit facteur des questions de la gouvernance de l’Internet. Et At-Large sera plus efficace, et les ALS seraient plus efficaces, si pour chaque pays du monde entier, on soit l’organisme principal pour les utilisateurs finaux, et qui représentent les utilisateurs finaux.

Donc je pense que c’est une bonne manière de renforcer l’efficacité des ALS ; et pour ce faire, il me semble qu’il doit y avoir des changements fondamentaux et qu’il faut penser en dehors du cadre de référence habituelle.

ALAN GREENBERG :

Il ne nous reste que 10 minutes à cette séance.

Il y a de cela un an, si on l’avait suggéré, ça n’aurait pas du tout été accepté. Mais maintenant, avec les nouveaux statuts que nous avons, et les textes statutaires, je ne crois pas qu’on va pouvoir élargir notre cadre de référence. On est beaucoup plus limitée par nos nouveaux textes statutaires, me semble-t-il. Et c’est une très bonne idée que les ALS s’intéressent à nous plus, mais je ne crois pas que ça fait partie de notre mandat.

KAILI KAN :

Quel est donc ce que nous allons faire ? C’est avoir plus de collaboration avec d’autres organisations, comme l’ISOC ; les chapitres de l’ISOC deviennent naturellement des ALS pratiquement. Donc il me semble qu’on pourrait plus qu’élaborer avec eux et qu’on pourrait presque fusionner nos travaux.

ALAN GREENBERG :

Oui. Pour être plus efficace en tant qu’At-Large, ça, c’est un aspect possible de sensibilisation par l’intermédiaire de nos ALS. Et pour toucher un nombre peut-être parfois limité, de toucher ses membres des ALS.

Je vois Heidi, et Seun, et Humberto. Et ensuite, soyez brefs, et ensuite ce sera fini.

HEIDI ULLRICH :

Quelques points pour vous rappeler que l’ICANN a l’expertise pour ce type de document de sensibilisation. On peut faire en sorte qu’il soit adapté culturellement. Et si vous avez un auditoire ciblé, nous avons un personnel multilingue qui est très souvent jeune, et qui est donc très proche de la manière donc de communiquer avec la jeunesse. Je crois que les réseaux sociaux également, on peut beaucoup plus utiliser les réseaux sociaux

pour attirer les plus jeunes générations. Et nous commençons à tweeter en plusieurs langues d’ailleurs.

Dans les six mois à venir, nous allons avoir trois assemblées générales. NARALO en avril, AFRALO en juin-juillet et APRALO, je crois, en octobre. Vous avez tous vos représentants ALS. C’est le bon moment de leur parler.

ALAN GREENBERG :

Oui Merci. Lorsque je disais le personnel, je ne restreignais pas cela au personnel d’At-Large. Donc on va vraiment demander un soutien fort du personnel de tout l’ICANN.

Seun.

SEUN OJEDEJI :

Pour répondre sur ce qu’a dit Kaili, à NetMundial, nous avons beaucoup parlé de gouvernance de l’Internet. Et on a parlé donc du rôle de l’ICANN dans le cadre de la gouvernance de l’Internet.

Et personnellement, j’aimerais qu’At-Large reste dans le cadre du mandat de l’ICANN. Mais j’aimerais souligner que le rôle d’At-Large, ce n’est pas seulement de travailler au DNS. Mais protocole, numéro, et ainsi de suite. Et je crois que c’est important que l’on ait un débat à ce sujet. Et je ne pense pas que nous ayons invité l’ASO à notre réunion. Donc je crois que ça

serait une bonne chose de le faire. Et je crois qu’on en a parlé un petit peu avec [Andrew] parce qu’on a parlé du WHOIS.

Donc nous devons mieux communiquer et plus communiquer. On ne parle pas que du DNS. On parle de beaucoup d’autres thèmes et de politiques, et de développement de politiques, sur les numéros notamment. Et donc nous sommes vraiment une partie de l’ICANN qui doit fortement participer au développement de politiques pour tous les aspects de l’Internet, et pas seulement du DNS, dans le cadre de la communauté mondiale. Merci.

ALAN GREENBERG :

Merci, Seun.

Oui. Nous avons parlé à ASO il y a de cela quelque temps. Mais il y a très peu de chose qui sont faites à l’ICANN au niveau des numéros. La plupart de notre travail est fait dans les régions. Et on a des protocoles d’accord avec de nombreuses régions. Et il se peut que les régions s’associent à la distribution des numéros pour l’Internet, et des nombres.

Sébastien, vous le savez peut-être mieux que moi. L’IETF fait partie de notre mandat, et donc je ne crois pas que ces protocoles sont dans le cadre de nos règles. Seun veut peut-être me dire que j’ai tort.

Seun, vous voulez rebondir ?

SEUN OJEDEJI : Non. Pas du tout. Vous n’avez pas tort. Mais je voulais dire simplement qu’avoir des mises à jour de l’IETF, parce que c’est important lorsque l’on parle de tous ces numéros d’Internet, c’est important, je crois. Et on a besoin de plus de mises à jour qui proviennent de différents organismes. On doit se rapprocher des régions qui participent aux efforts.

AFRALO le fait beaucoup ; on participe à beaucoup de réunions concernant l’Internet.

ALAN GREENBERG : Je crois qu’on pourrait, en effet, lors de prochaines réunions, avoir des RALO lors des réunions régionales, qui pourraient faire des présentations de ce type. Ce serait très bien.

Humberto.

HUMBERTO CARRASCO : Très rapidement, s’il vous plaît. Un petit commentaire pour dire à Kaili qu’à LACRALO, nous avons compris, lorsque nous avons invité des personnes à parler de la gouvernance de l’Internet, que cela dépasse beaucoup le mandat de l’ICANN, et que, par contre, on sait que ça intéresse beaucoup plus de personnes.

Lorsqu’on parle du DNS et du protocole Internet, et des adresses, on a beaucoup moins de personnes qui viennent à ces réunions. Mais il y a beaucoup plus de personnes qui s’intéressent évidemment à la gouvernance de l’Internet. Donc on a décidé de continuer à travailler avec des gens qui s’intéressent à la gouvernance de l’Internet. Merci beaucoup.

ALAN GREENBERG : Je donne la parole, exceptionnellement. Je vous donne la parole.

TIJANI BEN JEMAA : J’ai une petite suggestion, puisque Alan, tu as parlé dans ton intervention concernant le problème des ALS. On ne connaît que le premier et le deuxième représentant. Vous avez suggéré une idée et ça répondrait en même temps à la question du comment récupérer la liste des ALS. C’est créé une plate-forme qui soit une plate-forme ALAC, ou qu’on pourrait même appeler At-Large, qui permet à tout individu du monde entier à s’inscrire en tant que membres individuels au niveau de l’ALAC, et en même temps demander à s’associer ou à s’intégrer dans une ALS du pays où il se trouve.

ALAN GREENBERG :

Eh bien, je crois qu’on avait décidé de ne pas parler beaucoup dans ce projet de membres individuels, mais c’est une bonne suggestion même s’il y a des règles différentes. On devrait pouvoir avoir des moyens d’entrer. Ça, ça pourrait être retenu donc merci de la suggestion.

J’aimerais maintenant demander au groupe tout entier, êtes-vous à l’aise par rapport à cela ? Il faut absolument que l’on revoie ce document. Il y a vraiment des choses qui ne sont pas très claires. Il y a un besoin de termes supplémentaires. Je ne veux pas que vous passiez votre nuit, à 3 heures ou 4 heures du matin à réécrire cela. Non ce n’est pas la peine. Mais je ne vais pas le mettre à l’ordre du jour de cette nuit. Mais je me suis couchée à 3 h 30 c’est vrai. 3 h 30 à de Copenhague. Donc je ne veux pas que ça soit approuvé jeudi. Mais j’aimerais que vous nous donniez vos commentaires, que vous soumettiez vos commentaires, sur la liste ALAC, dès que vous pouvez. Et essayons de lancer le mouvement et le travail, pour qu’on en parle lors de nos conférences téléphoniques et lors de nos prochaines réunions.

Donc ça, ça va être approuvé, peut-être approuvé par l’ALAC. Donc c’est aux membres de l’ALAC de chaque région de parler au leadership régional et que tout le monde soit à peu près à l’aise. On ne rentre pas dans les détails, pour le moment. On peut

simplement s’assurer de ne pas avoir de trop importantes surprises.

Donc je crois qu’on est même un petit peu en avance, mais on a une personne qui veut nous parler du GAC. La séance du GAC va se dérouler juste après cette réunion. Donc je donne la parole à Yrjö.

Ah, excusez-moi. Je ne vous avais pas prévenu.

YRJO LANSIPURO :

Oui. De cinq heures à six heures, nous allons avoir une réunion avec le GAC dans sa salle. Et je crois que le point principal, c’est la proposition de la part du GAC sur la protection des noms. L’idée, c’est d’éviter les problèmes de la première série de gTLD avec des noms qui n’étaient pas géographiques. Cela a trait à la protection géographique de certains noms. Mais des noms qui ont une signification géographique. Les rivières, les montagnes, quoi que ce soit. L’Amazone, vous vous rappelez de « Amazone », « Patagonie ».

Donc on essaie de régler ces problèmes. Et un des éléments, c’est d’avoir un dépôt où tous les gouvernements peuvent envoyer et entreposer ces termes, un dossier donc. Et cela forcerait donc à consulter les autorités locales concernées par l’utilisation de ces noms ayant une signification géographique.

Donc le GAC va en parler. On a déjà un petit peu parlé. Et ça paraissait difficile. Mais le débat continue. Et c’est un des éléments pour le Webinaire et pour la discussion intercommunautaire à Johannesburg que la GNSO a proposé.

Le deuxième point de l’ordre du jour, c’est le Conseil de l’Europe a fait une étude sur la manière dont les applications communautaires n’ont pas fonctionné, enfin les dossiers de demande pour des extensions de communauté, non pas bien fonctionné lors de la première série des gTLD et que l’on ne connaisse pas les mêmes problèmes lors de la prochaine série des gTLD, pour que les communautés puissent déposer des noms de domaine et ainsi de suite. Il y a eu beaucoup de recommandations maintenant. Le GAC doit gérer et analyser ses recommandations. Et c’était difficile de les passer toutes en revue, une à une. Donc en fin de compte, le résultat a été que ce document que, je l’espère, vous avez reçu, peut-être même en copie papier, sera envoyé au groupe du PDP gTLD pour analyse.

C’est donc une suggestion d’étude et que le GAC analyse de plus près la situation. Nous avons également suggéré, et je vois que c’est Maureen qui a suggéré cela, c’est que l’on demande au GAC ce que font ces groupes de travail sur les régions.

Donc voilà trois points qui nous intéressent beaucoup avec le GAC, et s’il y a un intérêt, s’ils veulent poser des questions sur la

révision d’At-Large, évidemment c’est une bonne occasion que d’en parler. Et enfin, s’il y a des points sur la piste de travail 2, eh bien, cela est un intérêt mutuel. Mais je ne sais pas si on aura le temps de faire tout cela. Nous n’avons qu’une heure avec le GAC.

ALAN GREENBERG :

Merci beaucoup. Est-ce que Jonathan est là ? Il est là. Donc pourquoi, Jonathan, ne venez-vous pas vous joindre à nous autour de la table ?

Vous avez des questions des commentaires pour Yrjö ? Nous avons parlé d’une manière assez informelle de toutes ces questions, donc il n’y a pas de position formelle ou officielle de l’ALAC. Donc vous pouvez donner ou poser des questions au GAC. Moi j’ai mes propres opinions. Ce sont des opinions personnelles. Vous avez des opinions personnelles. Vous pouvez les exprimer au sujet d’ALAC.

Peut-être que jeudi, on aura un peu plus de temps pour parler et revenir sur les problèmes qu’on a abordés aujourd’hui. Donc ce sera sûrement une discussion intéressante qu’on aura avec le GAC.

Nous avons maintenant M. Jonathan, qui est présent. On en a parlé un petit peu avec Carlton, avec Kaili ; on est déjà un petit

peu au courant. J’aimerais vous souhaiter la bienvenue. Nous avons, je crois, 25 minutes qui nous restent.

Nous avons une réunion à la suite de cette réunion avec le GAC, et vous savez que c’est toujours difficile de s’asseoir là-bas. Donc il ne faut pas arriver trop tard.

Mais je donne la parole à Jonathan qui est à la tête de la révision CCT et il va être un de nos membres. Il va être un NARALO. Il va nous rejoindre peut-être avec NARALO. Il va être membre individuel à NARALO. Donc il s’agit, là, du choix du consommateur, confiance et concurrence.

JONATHAN ZUCK :

Oui. J’ai été à la tête d’ACT pendant 19 ans, organisation à but non lucratif sur les questions d’emploi et ainsi de suite.

Mais la compétition, choix du consommateur, la confiance du consommateur, CCT [RT] et sa révision. J’espère de ne pas me répéter si vous avez déjà entendu de ces thèmes.

Donc j’ai un petit transparent à vous présenter.

Comme vous le savez, on nous a demandé d’évaluer le nouveau programme des gTLD en ce qui concerne la compétition, choix du consommateur et la confiance du consommateur. On a dû

effectuer l’efficacité des processus de demande d’évaluation, des garde-fous qui existaient.

Donc on a dû faire des définitions. Qu’est-ce qu’un consommateur. Ce que nous avons essayé de faire durant cette révision, c’est de nous baser sur des données. Principalement sur des données. C’était notre objectif. Nous voulons nous assurer qu’on était soutenu par des données solides. Et la communauté est divisée entre les personnes qui pensent que le programme des gTLD fonctionne très bien, et un grand succès, et d’autres personnes qui pensent que c’est un véritable désastre. La ccNSO n’est pas très satisfaite. J’en reviens.

Et donc nous avons dit à beaucoup de personnes qu’ils avaient tort. Que la vérité c’est que c’est entre les deux. Il y a eu des avancées dans la concurrence. Il y a la concurrence qui est meilleure. Il y a eu parfois une dégradation de la confiance du consommateur, mais c’est difficile de statuer et de dire là où on en est. Donc il a quelques indicateurs pour les marques déposées qui ne sont pas toujours positifs. C’est difficile de statuer à ce niveau et de décider si c’est positif ou négatif.

Donc une des principales difficultés c’est d’obtenir des données. Et il y a des gens qui ne veulent pas donner les données, qui considèrent que ces données sont erronées, qu’elles leur appartiennent, etc.

Donc une partie de notre recommandation, pour que l’ICANN devienne un meilleur collecteur de données et puisse collecter ces données pour la communauté, nous devons faire des révisions dans ce sens. Tout cela, tout le monde doit être mieux informé. Nous avons besoin de ces données et elles sont tout à fait nécessaires. Et c’est une grande partie de nos recommandations.

Je voulais aussi vous dire que je vais organiser une série de séminaires Web. Donc si vous avez la possibilité de lire ce rapport avant, comme ça, vous pouvez venir assister à ce séminaire et poser des questions. Il y aura de séminaires, et nous espérons que vous pouvez venir et poser des questions. Nous en sommes à la période de commentaire public. La clôture est le 27 avril. Et on aimerait avoir vos commentaires sur ce rapport.

Et ici, bien. Alors. Et ce que nous avons constaté, c’est que cela a permis d’atténuer l’impact sur la confiance des consommateurs. Nous avons une enquête du consommateur qui suggère que personne ne sait tout cela dans le monde des nouveaux gTLD. C’est intéressant parce que cela n’a pas été démontré. Il n’y a pas eu de- cela n’a pas nui à la confiance du consommateur. Et donc on a conclu que c’était plutôt une question de préférence. On a vu une certaine familiarité- on a vu que la familiarité ou une familiarité envers certaines marques montre la confiance

que l’on peut avoir. L’une des découvertes que l’on a faites, c’est que les consommateurs pensent que ce qui a été créé et une espèce de Web sémantique, et que .photo ça veut dire que je peux trouver des photos sur le site des photos. Et .pharmacy je vais trouver des pharmacies réelles. Donc il y a une série d’attentes qui ont été éveillées par ce système, par cette expansion du DNS. Et je pense qu’on va avoir– les gens pensent qu’ils vont trouver des choses à ces endroits-là. Qu’il peut y avoir davantage de réglementation. Et que les forces de l’ordre vont contrôler davantage ce qui est derrière ces chaînes.

HOLLY RAICHE : Est-ce que vous pensez que c’est bien de donner, de créer ces attentes ?

JONATHAN ZUCK : Eh bien je pense que c’est une attente pour une question pour la communauté. Et je dirais que oui. Nous avons ce type de conversation. Nous voulons savoir dans quelle mesure tout cela peut être effectif. Et une chose que nous avons mise dans notre recommandation, c’est un audit de tout cela pour savoir comment ça marche, comment ces recommandations ont été mises en œuvre, parce qu’il y a certaines attentes parmi les utilisateurs finaux selon lesquelles cette expansion va permettre davantage de capacité de prévoir, de prévisions disons,

concernant ce qui se trouve dans les domaines de premier niveau, de deuxième niveau. Voilà.

ALAN GREENBERG : Jonathan, vous acceptez que l’on vous pose des questions ?

JONATHAN ZUCK : Oui j’accepte.

Nous avons analysé cela après la délégation, et tout se fait au début. C’est des avertissements précoces. C’est le mieux.

Il y a une série de problèmes politiques qui doivent être abordés avant qu’il n’y ait davantage d’expansion des gTLD. On en a parlé avec les groupes de travail qui travaillent sur les procédures. On a besoin de davantage de données, surtout du bureau de la conformité, ou du département de la conformité, pour savoir comment cela peut affecter les gens au niveau des sauvegardes par exemple.

Donc nous avons fait 50 recommandations qui pourront être consolidées par le rapport final, mais je dirais que pour donner lieu à un débat c’est utile. Et nous avons donné, nous avons classé dans un ordre avec des exigences, un niveau de priorité ; élevé, moyen et bas. Et ce qui était important, c’était le calendrier pour la mise en œuvre de ces recommandations.

Pas de priorité, ça ne veut pas dire qu’on ne doit pas le faire. Mais ça veut dire qu’il faut le faire avant la prochaine révision de CCT. Ce qui nous donne cinq ans, plus ou moins. Et les exigences, les prérequis, peuvent demander, impliquer plus de temps que la priorité élevée. Mais bien, tout dépend de ce que l’on met dans chaque catégorie. On a essayé donc de préclasser tout cela.

Ici, vous voyez une distribution en fonction de différents aspects de ces rapports. Prochaine diapo.

Et ici vous voyez ce calendrier. Nous avons une série d’études importantes qui ne sont pas terminées. La première, une enquête sur les propriétaires de marques pour avoir vraiment une idée de la façon dont ces programmes de gTLD fonctionnent. Nous avons vu qu’il y avait plusieurs propriétaires de marques qui avaient une attitude défensive en général. Je dirais qu’on a – cela implique des coûts. Et cet enregistrement défensif. Et le Clearing House a présenté des lettres. Il y a plusieurs coûts qui sont associés avec ce type d’attitude. Je pense que ce sera mieux compris à travers cette enquête et l’étude du DNS, bien sûr, qui vise à voir comment les abus du DNS ont lieu dans les nouveaux gTLD est plus que dans les TLD hérités.

Au niveau du SSAC, ils pensent qu’il y a beaucoup de choses qui se passent au niveau des gTLD. Et ils disent que les 10 premières choses sont les spams pour les nouveaux gTLD. Et les 10 qui sont dans la classification la plus basse sont les meilleurs. Donc on regarde cette liste. On essaie de faire un équilibre. On espère que ces données vont donner lieu ensuite– que ces informations vont intéresser les gens et qu’ils vont nous donner davantage d’informations par la suite.

Si vous avez des questions, c’est le moment.

ALAN GREENBERG :

Je me mets dans la queue. On a Garth.

Holly a parlé des attentes des utilisateurs, qui sont basées sur la sémantique des TLD. Et comme vous le savez, nous avons présenté un problème au Conseil avec le GAC, qui était délégué pour être analysé par l’équipe de révision et par la GNSO et le PDP. Est-ce que vous avez analysé ces TLD lorsque les registres ont dit qu’ils n’allait rien faire ? Ils les traitent comme des TLD ouverts. Est-ce que vous vous êtes penchés sur ce sous-groupe ?

JONATHAN ZUCK :

Merci Alan. Je ne pense pas que nous l’ayons fait. Nous avons essayé de voir comment l’interaction a lieu entre l’industrie qui doit être réglementée et les promesses faites, et s’il y a des

connexions entre les deux. Mais je dois vous dire que je ne sais pas si on a vraiment regardé l’ensemble du secteur. Nous sommes en train de voir ces problèmes et nous ferons un rapport final.

ALAN GREENBERG : Vous pouvez attendre un commentaire de notre part là-dessus. Vous avez parlé du besoin de données, du besoin d’informations, d’avoir des informations. Je pourrais faire un commentaire– je ne voudrais pas faire un commentaire sur la façon dont on devrait considérer ces choses, mais il y a eu une réunion ici qui devait avoir lieu sur les données justement, qui a été annulée, on m’a dit.

JONATHAN ZUCK : Non. Elle n’a pas été annulée.

ALAN GREENBERG : Si. Elle a été annulée.

JONATHAN ZUCK : Non. Nous allons parler des données ouvertes et des initiatives dans ce sens. Donc ça n’a pas été annulé.

ALAN GREENBERG : On m'a dit que cette séance avait été annulée. Peu importe. Garth, vous avez la parole.

GARTH BRUEN : Je crois qu'elle n'a pas été annulée.

JONATHAN ZUCK : Je ne sais pas. Je ne suis pas au courant. Nous allons revoir cela.

GARTH BRUEN : Bien. J'ai soumis un mémo hier à ALAC et aux restes des membres d'At-Large. Les détails concernent une étude de cas que je viens de finir qui démontre que ICANN WDPRS, système de plaintes, non seulement peut-être théoriquement, mais a été même, je dirais, trompé par des criminels. Le système donc ne fonctionne pas. Les délinquants savent comment maintenir leur site en ligne. Et cela est expliqué par cette étude de cas en détail et je montre comment ils l'ont fait.

Mais le problème fondamental, c'est que le système tel qu'il existe ne peut pas s'occuper de la complexité de l'attitude des êtres humains pour changer les données. Le système dit qu'un se focalise sur les tickets et non pas sur la résolution du problème. Dans votre expérience, est-ce que vous pensez que le

système d’ICANN est prêt pour affronter ce type de problèmes au premier niveau ?

JONATHAN ZUCK :

Bien. Merci pour cette question. Et je le dis de manière sarcastique.

J’essaye d’être neutre en tant que président de la révision du CCT, et personnellement en tant que membre de l’IPC. J’ai toujours pensé qu’il n’y avait pas suffisamment de préparation pour le programme des nouveaux gTLD et à ce niveau-là. Et je constate qu’il y a huit ans, on était choqué parce que la base de données des plaintes était un fichier sur Outlook. Et maintenant, je dirais donc qu’on a déplacé tout cela vers une base de données. Maintenant on se plaint parce que cette base de données est un champ de texte dans une base de données. Un seul et unique champ de texte. Et il n’y a pas de capture détaillée des types de plaintes qui entrent, etc.

Donc nous allons essayer d’améliorer les choses. Jamie Hedlund est dans notre équipe de révisions et nous lui avons demandé de se pencher sur la gestion du système de tickets de manière plus efficace. Ma première impression est que non, ils ne sont pas prêts.

GARTH BRUEN : Est-ce que ce n’était pas une exigence avant que les nouveaux gTLD soient lancés ? Que ce système soit préparé, soit prêt et fonctionne ?

JONATHAN ZUCK : Je ne m’en souviens pas. Je ne sais pas si c’était une exigence vraiment avant le lancement des nouveaux gTLD.

ALAN GREENBERG : Il me semble qu’on avait parlé.

JONATHAN ZUCK : Bien. Je crois qu’il y a un manque de précision qui existe dans l’organisation générale à ce propos.

Est-ce qu’il y a autre chose ? Qui êtes-vous ? Quelle est votre question ? Ah Seun.

SEUN OJEDEJI : Merci Jonathan. Je voulais poser quelques questions directes et j’espère que vous pourriez répondre. J’ai constaté que vous étiez très prudents au niveau de vos recommandations du choix de mon et vous faites attention lorsque vous donnez des indications concernant la prochaine série de nouveaux gTLD. Ma question est : si on se base sur ce que vous recommandez, sur votre rapport, est-ce que vous pensez que cela nous donne une

certaine indication en faveur ou contre une nouvelle série de nouveaux gTLD qui pourraient avoir lieu bientôt ?

JONATHAN ZUCK :

J’aime bien cette question exprimée de cette manière politiquement correcte. Je vais passer un peu plus de temps avec vous.

Oui. Je pense que le groupe qui travaille sur les procédures ultérieures, il travaille selon la base que si à l’exception de quelque chose de grave qui se passe, il pourrait y avoir une vraie ouverture. Ce ne sera peut-être pas une série ; ça sera peut-être un processus d’un autre type. Mais je pense qu’on part de ce principe qu’il y aura une autre candidature pour des possibilités de demande de candidature pour les nouveaux gTLD.

Quand vous dites bientôt, je pense que vous parlez de bientôt par opposition aux années qui sont souvent les années d’ICANN. Parce que je pense qu’en 2020, selon les temps d’ICANN, c’est relativement rapide. Donc je dirais que bientôt ses 2020, oui.

En ce qui concerne notre rapport en particulier, on ne nous a pas posé des questions. On nous a demandé de faire une analyse des coûts bénéfiques. Et je dirais que notre rapport, dans notre rapport, l’analyse des coûts bénéfiques montre qu’il y a- se penche surtout sur les bénéfiques. Il y a certains indicateurs

négatifs, comme une densité croissante de domaine avec les coûts qui sont associés au nouveau programme, des abus de DNS. SSAC pense que c'est un désastre et je pense que ma réponse serait beaucoup moins dramatique et que c'est difficile pour la communauté de prendre une décision de savoir si on va continuer ou pas. Parce que je pense– je crois qu'il n'y a pas vraiment de drame ici. Je crois qu'il va donc y avoir bientôt une nouvelle série de gTLD.

ALAN GREENBERG : Holly, allez-y. Nous avons trois minutes.

HOLLY RAICHE : Je voulais parler d'un des aspects des nouvelles séries. Il y a eu très peu de demandes de la part de la communauté, très peu à l'extérieur de l'Europe et des États-Unis. Est-ce que vous pensez qu'il va y avoir un processus qui va permettre de dire si lorsque la nouvelle série a lieu, il y aura une certaine priorité qui sera donnée à certaines régions, à certaines demandes ?

JONATHAN ZUCK : Je pense que la priorité est quelque chose qui est un des premiers points. Une des découvertes que nous avons faites, et ce n'est pas surprenant, c'est que ce programme n'a pas vraiment touché le Sud, les régions du sud du monde. Donc

maintenant nous sommes en train de voir, de faire une enquête pour voir qui ne s’est pas présenté. Nous sommes en train de faire une enquête pour voir qui aurait dû se présenter, qui a eu peur. Et dans le Sud, on a demandé pourquoi les gens ne s’étaient pas portés, n’avaient pas fait de demande, et les gens nous ont dit de quoi vous parlez. Donc problème de sensibilisation.

Dans certaines régions, les gens ne savaient pas quel était le coût associé à cela, de quoi ils allaient avoir besoin au niveau du partenariat, etc. Donc il y avait un grand manque de compréhension concernant le modèle de business pour les nouveaux gTLD. Je crois qu’il y a beaucoup de demandeurs qui se demandent encore quel est le modèle de business qu’il faut avoir.

Nous avons une étude de cas. Nous avons davantage d’informations. Nous pouvons mieux comprendre. Je pense que la communauté doit faire une décision, doit prendre une décision pour qu’il y ait davantage de demandes du Sud.

La chose que nous pouvons faire, c’est éliminer les inexactitudes. Nous devons aller au-delà de cela. Nous devons voir. Mais d’abord, ça doit être une priorité de la communauté.

HOLLY RAICHE : Dans le commentaire, vous parlez– est-ce que vous dites qu’il faudrait faire ? Est-ce que vous proposez des solutions à ces problèmes ?

JONATHAN ZUCK : Oui. Nous faisons des commentaires et nous disons ce qui, à notre avis, devrait être fait. Nous pensons qu’il doit y avoir une discussion de la communauté parce que certaines personnes peuvent dire qu’il y a une pénétration plutôt faible au deuxième niveau, et qu’ils ne sont pas sur le marché, et qu’on ne peut pas parler des demandes qui doivent être faites dans le Sud. On ne peut pas avoir de participation au deuxième niveau. Mais je ne sais pas. Je crois qu’il faut qu’on en parle. Il faut qu’on prenne une décision. Et si on le fait, il y a beaucoup de choses que l’on pourra faire pour encourager ces acteurs à participer à ce processus.

ALAN GREENBERG : Merci. Une dernière question pour Sébastien.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je ne sais pas si c’est dans votre équipe de révision, mais est-ce que vous avez des études ? Est-ce que vous avez si on a étudié pour savoir qui avait essayé de leurrer le système ou de tromper le système ?

Un ou deux exemples. Ces gens qui ont décidé de faire des demandes dans un autre pays, dans un autre continent, pour être sûr que s’il y a des choses qui sont faites au niveau de la région, ils pourront déménager. Ou les gens qui ont participé à des décisions des TLD de la communauté pour qu’ils soient en bonne position parce qu’ils vont se présenter comme demandeurs des mêmes TLD ?

JONATHAN ZUCK :

Merci pour votre question Sébastien. Je pense que le groupe de travail sur les procédures ultérieures analyse ce type de scénario. Et nous sommes en train de regarder les demandes de la communauté. Il y a beaucoup de gens qui sont arrivés au bout de leur demande. Donc on peut se demander s’il faut qu’il y ait une priorité au niveau de la communauté. Et si c’est le cas, il faut que ça soit fait de manière plus efficace.

En tout cas, au niveau des acteurs individuels, nous sommes en train de voir, d’analyser les choses au niveau macroéconomie pour avoir des chiffres concernant la concurrence, la concentration. On a du mal à obtenir des données au niveau régional, donc imaginez. On travaille plutôt sur des chiffres au niveau mondial.

ALAN GREENBERG : Merci beaucoup. Nous avons fini pratiquement à temps, à l’heure. Nous nous retrouvons dans un quart d’heure dans la salle du GAC. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]